

Comme on a annoncé que le très honorable Harold Wilson, premier ministre de la Grande-Bretagne, se rendrait prochainement à Washington, le gouvernement profiterait-il de sa présence sur notre continent pour l'inviter à Ottawa?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà envoyé un message au premier ministre du Royaume-Uni exprimant l'espoir que nous aurons prochainement l'occasion d'échanger des vues et j'ai même eu un entretien téléphonique avec lui. Cette idée lui a plu énormément et je pense qu'il se rendra à Ottawa lors de sa prochaine traversée de l'Atlantique.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlan): Une question complémentaire. Étant donné...

M. Fisher: Tous des socialistes.

L'hon. M. Gordon: Non, mais vous l'entendez, lui surtout?

M. Douglas: Étant donné l'intérêt manifesté par le gouvernement du Royaume-Uni en vue d'étendre ses échanges commerciaux avec les pays du Commonwealth, a-t-on élaboré des projets afin de discuter de cette question avec le gouvernement du Royaume-Uni?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, c'est là assurément l'une des questions que nous voudrions discuter avec le premier ministre et le secrétaire aux Affaires étrangères du Royaume-Uni.

LES FINANCES

TAUX D'INTÉRÊT SUR LES EMPRUNTS À BRÈVE ET À LONGUE ÉCHÉANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlan): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Je remarque avec joie qu'on a réduit à 3.68 p. 100 le rendement des bons du Trésor à 90 jours, afin de diminuer l'ampleur des entrées de capitaux étrangers à court terme, et je désire demander au ministre s'il songe à prendre des mesures semblables à l'égard des emprunts à long terme sur le marché canadien?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme le sait mon honorable ami, le taux d'intérêt hebdomadaire sur les bons du Trésor varie de temps à autre notamment sous l'influence des taux sur les emprunts à court terme en vigueur aux États-Unis. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, je crois pouvoir dire que l'écart entre les taux canadiens et les taux américains, à l'égard des emprunts

à long et à court termes, s'est amenuisé au cours de la dernière année, par rapport aux années précédentes, et cet état de fait a une tendance à influer sur les entrées de capitaux de la façon indiquée par mon honorable ami.

M. Douglas: Comme question supplémentaire, puis-je demander au ministre s'il a l'intention de présenter au cours de cette session une mesure relative à la balance déficitaire de nos paiements avec les États-Unis? Au cours du premier semestre de cette année, elle s'est élevée à environ 1,070 millions de dollars.

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, cela m'étonnerait que la totalité du déficit courant atteigne ce chiffre cette année. Depuis quelque temps, le déséquilibre commercial entre les deux pays était à peu près de cet ordre, et le gouvernement s'est sérieusement intéressé à cette situation. J'ajouterai que la politique à long terme du gouvernement consiste à rectifier ce déséquilibre, mais je ne crois pas que cela puisse se faire de façon précipitée. Nous devons aborder cette question avec prudence. Il importe surtout d'accroître nos exportations aux États-Unis, surtout celles de produits manufacturés, et le gouvernement s'intéresse vivement à cette question.

ENGAGEMENTS DE LA BANQUE DU CANADA EN VERTU D'UNE ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Finances. A-t-il eu l'occasion d'entrer en consultation avec le nouveau chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne et, si oui, peut-il nous dire jusqu'à quel point la Banque du Canada est liée par les accords de solidarité récemment conclus avec le gouvernement britannique?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): En réponse à la première partie de la question, monsieur l'Orateur, j'ai eu en effet le plaisir d'avoir un long entretien avec le nouveau chancelier de l'Échiquier, au cours de mon séjour à Londres en juin dernier. Je lui ai écrit depuis pour le féliciter de sa nomination et pour lui signaler que, même si les journaux font grand état du fait que le gouvernement dont il est membre n'a qu'une majorité de quatre députés, cela est relatif et, d'ici, ne paraît pas trop grave.

Quant à la dernière partie de la question, je ne crois pas avoir changé d'opinion. En toute déférence, je ne vois pas l'utilité de divulguer des détails en ce moment.